

*Le budget—L'hon. F. MacDonald*

LES REVENUS TIRÉS DE L'EXPÉDITION DE PÉRIODIQUES  
ÉTRANGERS

Question n° 509—**Mme McDonald:**

1. Au cours de l'année écoulée, quels revenus a-t-on tirés au total des périodiques américains expédiés par la poste au Canada?

2. Exige-t-on, pour ces périodiques, un tarif postal inférieur au tarif commercial normal et, dans l'affirmative, a) à combien s'élève au total la subvention ainsi reçue, b) quelle partie de la subvention a été payée par chaque ministère?

**L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations):** La Société canadienne des postes m'a fait savoir que:

1. L'ensemble des périodiques étrangers expédiés au Canada par le courrier de deuxième classe a rapporté au total, en 1984-1985, 18.6 millions de dollars. On ne connaît toutefois pas les revenus exacts tirés des périodiques américains.

2. Non. Le tarif postal exigé pour ces publications est comparable au tarif commercial pour les envois en nombre de la troisième classe.

[Français]

**M. Lewis:** Je suggère, monsieur le Président, que les autres questions soient réservées.

**M. le Président:** On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles réservées?

**Des voix:** D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU  
GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 27 février, de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement de M. Johnston (p. 11006) et du sous-amendement de M. Riis (p. 11009).

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je suis contente de pouvoir parler aujourd'hui des réalisations du gouvernement en matière de création d'emplois et d'expansion de l'emploi, et des éléments du budget qui soutiennent cette expansion de l'emploi. Quand notre gouvernement a été élu, il y a 18 mois, nous avons reçu un mandat très clair, celui de créer des emplois, que nous avons indéniablement honoré.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**Mlle MacDonald:** Mais également, il était clair qu'il fallait s'attaquer aux problèmes qui nous avaient été légués par l'administration précédente: la croissance sans contrôle du déficit, des programmes sans résultat, des programmes d'emplois à court terme de dépannage.

[Traduction]

On nous a donné un mandat, on nous a demandé de rétablir la responsabilité financière, de laisser libre cours à la créativité et à l'esprit d'entreprise des Canadiens et de créer de véritables

emplois. Comme l'a dit l'autre jour le ministre des Finances (M. Wilson) dans son exposé budgétaire, réduire le déficit ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen pour parvenir à une fin. C'est un moyen en vue de faire baisser les taux d'intérêt, d'augmenter la croissance et de créer des emplois. Nous sommes en train d'atteindre ces objectifs.

Dans notre premier budget de mai dernier, nous nous étions engagés à réduire le déficit à 33.8 milliards pour l'année financière 1985-1986. Nous allons réaliser cet objectif. Pour cette année, nous projetons de faire baisser le déficit à 29.8 milliards. D'ici la fin de la décennie, le déficit aura été ramené à 22 milliards de dollars.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Les sceptiques des partis de l'opposition ont soutenu que nous ne pourrions pas à la fois réduire le déficit et produire des emplois. Il se crée des emplois en nombre sans précédent et le déficit diminue.

Depuis septembre 1984, 580,000 nouveaux emplois ont été créés. Le taux de chômage a glissé sous la barre des 10 p. 100 pour la première fois depuis 1982. Il importe de remarquer que 81 p. 100 de ces nouveaux emplois sont des emplois à temps plein. Durant le mandat du gouvernement précédent, 18 p. 100 seulement des nouveaux emplois étaient à temps plein. Quelle différence! Quel changement!

Au Canada, il se crée actuellement des emplois à un rythme deux fois supérieur à ce qui se voit aux États-Unis. On a créé l'année dernière au Canada plus d'emplois que dans tous les pays d'Europe occidentale réunis. D'un bout à l'autre du pays, les Canadiens ont de nouveau le sentiment d'être dirigés et pouvoir compter sur la stabilité.

De septembre 1984 à janvier 1986, le nombre des emplois a augmenté dans toutes les régions du pays. On n'a qu'à voir les résultats: on dénombre 51,000 nouveaux emplois en Colombie-Britannique, 90,000 dans les Prairies, 239,000 en Ontario, 156,000 au Québec et 30,000 dans la région de l'Atlantique. Je serais la première à dire que même si nous avons fait des progrès, ce n'est toujours pas suffisant. Bien que nous ayons enregistré une croissance appréciable...

**M. Rodriguez:** Répétez ça.

**Mlle MacDonald:** Je me réjouis d'entendre des députés de l'opposition en convenir. Bien que nous ayons enregistré une croissance appréciable, elle n'est pas partagée également entre toutes les régions du pays. Il faut manifestement faire davantage dans des régions comme celle de l'Atlantique, et c'est pourquoi le ministre des Finances et celui de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) ont instauré le Programme Entreprise Atlantique pour stimuler la création d'emplois par le secteur privé grâce à d'importantes garanties d'emprunt.

Les mesures que nous avons prises jusqu'à présent montrent que nous sommes sur la bonne voie. Depuis que notre gouvernement est arrivé au pouvoir, 73,000 jeunes de plus ont réussi à trouver un emploi, de même que 292,000 femmes de plus. La croissance a été stimulée par un certain nombre d'initiatives annoncées par le ministre des Finances dans son exposé de politique économique de novembre 1984 et dans son budget de mai 1985. On a déjà commencé à voir les résultats des mesures annoncées dans ces deux exposés économiques. On constate un regain de confiance dans l'économie canadienne. Les investissements dans le secteur manufacturier ont augmenté de 22 p. 100 cette année par rapport à l'année précédente. Les nouvel-